



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale des Territoires
du Bas-Rhin**

Pouvoir adjudicateur : Préfecture du Bas-Rhin

Direction Départementale des Territoires du Bas-Rhin
Service de l'Environnement et des Risques
Cité administrative Gaujot
14 rue du Maréchal Juin – CS 50016
67084 STRASBOURG Cedex

Marché : DDT-SER-MI-2026-1

**Etude de l'aléa inondation pour les bassins versants de la Zorn et du
Landgraben**

**Pièce N°2
CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

Date limite de réception des offres : 15 décembre 2025 à 12h00

Table des matières

Article 1	Caractéristiques du marché public.....	3
1.1	Objet du marché public.....	3
1.2	Allotissement.....	3
1.3	Forme du marché public.....	3
1.4	Langue d'exécution.....	4
1.5	Marchés de prestations similaires.....	4
Article 2	Pièces constitutives du marché.....	4
Article 3	Contenu des prix.....	5
3.1	Fixation de la rémunération.....	5
3.2	Forme du prix.....	5
3.3	Modalités de révision du prix pour tenir compte des variations économiques.....	5
Article 4	Modalités de règlements des comptes.....	6
4.1	Avance.....	6
4.2	Acompte et solde.....	7
4.3	Sous-traitance.....	7
4.4	Délais de paiement et interets moratoires.....	7
4.5	Modalités d'envoi des factures ou demandes de paiement.....	7
4.6	Règlement définitif.....	8
Article 5	Délais et pénalités.....	8
5.1	Délais d'exécution.....	8
5.2	Pénalités pour retard.....	8
Article 6	Modalités d'exécution.....	9
6.1	Sous-traitance.....	9
6.2	Responsabilité sociétale.....	9
6.3	Assurance.....	9
6.4	Clause environnementale.....	10
6.5	Clause sociale.....	10
Article 7	Fourniture des résultats.....	10
7.1	Propriété intellectuelle.....	11
7.2	Droit d'utilisation sur les résultats.....	11
Article 8	Résiliations.....	12
8.1	Résiliation.....	12
8.2	Arrêt de l'exécution de la prestation.....	12
Article 9	Acceptation du CCAP.....	12

Article 1 Caractéristiques du marché public

1.1 Objet du marché public

Le présent marché est un marché de prestations intellectuelles et porte sur l'étude de l'aléa inondation sur les bassins versants de la Zorn et du Landgraben.

1.2 Allotissement

Le marché public n'est pas alloti.

1.3 Forme du marché public

Le contrat issu de la présente consultation est un marché à prix mixtes qui s'exécute pour une partie comme un marché ordinaire et pour partie comme un accord cadre à bons de commande. Le marché « ordinaire » est composé d'une tranche ferme et d'une tranche optionnelle définie selon les articles [R3113-4](#) à [R2113-6](#) de la Commande Publique. Le marché ne prévoit pas d'indemnités de dédit ou d'attente cas de non-affermissement de la tranche optionnelle. La partie accord cadre à bons commande si elle est déclenchée sera réalisée pour une volumétrie inférieure ou égale aux quantités précisées dans le Détail Quantitatif et Estimatif (DQE) qui se trouve dans le Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires (BPUF) joint au dossier du marché.

En résumé, le contrat se compose de la manière suivante :

Intitulé	Marché	Prix	Quantité	Déclenchement
Phases 1 à 3	Tranche ferme	Forfaitaire	1	Notification + ordre de service pour chaque phase
Prise en compte d'une crue pendant l'étude	Tranche optionnelle		1 max	Ordre de service
Réunion en présentiel avec le COTECH	Accord cadre à bons de commande	Unitaire	3 max	Bon de commande
Réunion en présentiel avec les élus			2 max	Bon de commande
Modélisation supplémentaire			10 max	Bon de commande

1.4 Langue d'exécution

Tous les documents remis par le(s) titulaire(s) doivent être rédigés en langue française. Dans le cas où le(s) titulaire(s) du marché ne peut pas délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction française.

1.5 Marchés de prestations similaires

Un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence, ayant pour objet des prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire pourra être conclu dans les conditions fixées par l'article R. 2122-7 du Code de la Commande Publique.

Article 2 Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI 2021, l'ordre des pièces contractuelles est le suivant :

- 1) l'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- 2) le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- 3) le Cahier des Clauses Techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes ;
- 4) le Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires (BPUF)
- 5) le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- 6) le mémoire technique justificatif et ses éventuelles annexes, remis par le titulaire à l'appui de son offre (documents techniques, planning, etc ...)
- 7) les Actes spéciaux de sous-traitance et leurs modifications, postérieurs à la notification du marché public ;

Toute modification unilatérale du titulaire au cours de la consultation de l'un des documents susmentionnés est réputée non écrite.

En cas de contradiction entre d'une part le CCAG et d'autre part les autres pièces du marché, seules ces dernières prévaudront.

Le CCAG applicable est celui en vigueur à la date de signature du marché. Ce document comme le mémoire technique et ses annexes ne sont pas joints à la mise en forme du marché, ils sont supposés être parfaitement connus du titulaire.

Article 3 Contenu des prix

3.1 Fixation de la rémunération

La rémunération du titulaire est fixée dans l'acte d'engagement du présent marché ainsi que dans le Bordereau des Prix Unitaires et Forfaites joint.

Le titulaire est tenu d'intervenir à la demande du pouvoir adjudicateur et sous ses seules directives.

3.2 Forme du prix

Les prix du marché sont mixtes.

- Les prestations visées au bordereau des prix dans l'onglet « DGPF » sont réglées à prix forfaitaires réputés inclure tous frais généraux, taxes et faux-frais, le bénéfice du fournisseur, frais et investissements éventuellement engagés et strictement nécessaires à son exécution et plus généralement toutes sujétions d'exécution et de règlement.
- Les éventuelles prestations complémentaires rendues nécessaires en cours d'exécution du marché seront rémunérées par l'émission de bons de commande sur la base de prix unitaires mentionnés au bordereau des prix dans l'onglet « BPU »

Les prix sont révisables.

3.3 Modalités de révision du prix pour tenir compte des variations économiques

Les prestations réalisées lors de la première période d'application, c'est-à-dire l'année (12 mois) suivant la notification du marché (le mois de la notification correspond au mois n°1), ne seront pas sujettes à la révision. Les prestations réalisées au cours des périodes suivantes (c'est-à-dire les mois et années suivantes) seront révisés sur chaque acompte selon la formule de révision suivante :

$$C_n = 0,15 + 0,85 \cdot (\text{SYN}(n-4) / \text{SYN}(0-4))$$

Selon les dispositions suivantes :

SYN représente l'indice « Honoraires SYNTEC (sociétés assujetties à la TVA) » :

- SYN (n-4) : étant la valeur l'indice de référence établi au mois du service fait de l'acompte moins 4 mois. *(exemple : pour un acompte correspondant à un service fait en novembre 2026, l'indice à prendre sera celui de juillet 2026)*

- SYN (0-4) : étant la valeur de l'indice de référence établi au mois de notification moins 4 mois (*exemple : pour une notification en janvier 2026, l'indice à prendre sera celui de septembre 2025*)

L'indice résultant du calcul est arrondi au millième supérieur.

Les révisions provisoires ne sont pas acceptées : les révisions devront être faites sur la seule base des indices définitifs.

Les paramètres ci-dessus sont disponibles dans les données économiques et sociales des cahiers détachables du Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment ou sur internet : www.lemoniteur-expert.com (source INSEE).

En cas de suppression d'un indice de la formule ci-dessus, la révision des prix se fera, sur la base du ou des indices de remplacement sans formalité supplémentaire que la mention du ou des nouveaux indices dans le courrier d'acceptation de la révision. En cas d'absence d'indice de remplacement, le choix d'un ou de plusieurs indices représentatifs des prestations objets du marché sera arrêté par ordre de service d'un commun accord entre le titulaire et l'acheteur.

Article 4 Modalités de règlements des comptes

4.1 Avance

Une avance est accordée au titulaire dans les conditions fixées aux articles R.2191-3 à R.2191-19 du Code de la Commande Publique

Les dispositions prévues dans le présent article s'appliquent indépendamment pour la tranche ferme et pour chaque tranche éventuellement affermie.

Dans le cadre de ce marché, une avance fixée à 30 % du montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois comme défini ci-dessous pourra être versée:

$$\text{Montant de l'avance} = [(12 * \text{Montant_marché}) / \text{durée marché}] * 0,3$$

Le remboursement de l'avance est échelonné en tenant compte du montant de l'avance accordée et des sommes restant dues au titulaire. Ce remboursement s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire et débute quand le montant des prestations exécutées atteint 50 % du montant toutes taxes comprises du marché. Son remboursement sera ensuite adapté en fonction des états d'acomptes générés.

Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant. Lorsqu'une partie du marché est sous-

traitée, le montant initial du marché est diminué du montant des prestations confiées au sous-traitant et donnant lieu au paiement direct.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

4.2 Acompte et solde

Le règlement des sommes dues au titulaire peuvent faire l'objet d'acomptes calculés par application des prix du bordereau des prix suivant le volume des prestations réellement effectuées, conformément à l'article R.2191-22 du code de la Commande Publique. Le solde est réglé sur présentation du décompte général qui récapitule tous les éléments de la rémunération.

4.3 Sous-traitance

Conformément aux articles L2193-10, L2193-11 et R2193-10 du Code de la Commande Publique, le sous-traitant est payé pour la part du marché dont il assure l'exécution par paiement direct si la prestation est supérieure à 600 euros toutes taxes comprises. Sinon, les conditions prévues au titre III de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance lorsque le montant du contrat de sous-traitance est inférieur à ce seuil s'appliquent.

4.4 Délais de paiement et interets moratoires

Les sommes dues en exécution du marché public susmentionné seront payées conformément aux articles R. 2112-5, R. 2191-35, R. 2192-10 à R. 2192-36 du Code de la Commande Publique, le certificat de dépôt sur Chorus PRO faisant foi.

Le délai global dont dispose le pouvoir adjudicateur pour procéder au paiement des acomptes et du solde est de **30 jours** à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai, fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et sous-traitants payés directement (articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 du Code de la Commande Publique). Le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur, à la date à laquelle lesdits intérêts ont commencé à courir, augmenté de deux points

4.5 Modalités d'envoi des factures ou demandes de paiement

En application de l'article L. 2192-2 du Code de la Commande Publique, le titulaire a pour obligation de transmettre aux collectivités les factures en version électronique. Il doit les déposer sur le portail CHORUS PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>) en renseignant impérativement les informations suivantes :

- le numéro de SIRET : **130 010 218 000 19**
- le numéro du marché : **DDT-SER-MI-2026-01**

- le numéro du bon de commande
- le numéro de SIRET du maître d'oeuvre extérieur, le cas échéant

Le comptable chargé des paiements est Madame la Directrice Régionale des Finances Publiques Grand Est et département du Bas-Rhin (DRFIP)

4.6 Règlement définitif

Le paiement à l'issue de l'exécution des prestations prévues par chaque bon de commande, prendra la forme d'un paiement partiel définitif. En d'autres termes, le règlement définitif d'un bon de commande ne pourra pas faire l'objet d'une remise en cause par le titulaire après son paiement pour révision ou tout autre motif.

Article 5 Délais et pénalités

5.1 Délais d'exécution

Le prestataire exécutera la prestation dans les délais figurant à l'acte d'engagement.

Le prestataire est responsable de tout préjudice résultant pour le pouvoir adjudicateur, de la non-observation des délais d'exécution pour lesquels il s'est engagé.

5.2 Pénalités pour retard

Tout manquement du ou des titulaire(s) à ses (leurs) obligations peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le(s) titulaire(s) est (sont) donc intégralement redevable(s) de ses (leurs) obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il(s) ne saurait (sauraient) se considérer comme libéré(s) de son (leurs) obligation(s), du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché public ou lot aux frais et risques du ou des titulaire(s).

Par dérogation à l'article 14.1. du CCAG, les pénalités s'appliquent dès le premier euro.

Chaque membre du groupement de commandes se chargera de vérifier le respect des délais d'exécution des phases qui le concerne.

En cas de dépassement du délai d'exécution, il est appliqué, sans procédure de mise en demeure préalable, une pénalité journalière de 150 € par jour ouvré de retard.

Le montant des pénalités est plafonné et ne pourra pas dépasser 20% du montant hors taxes du marché augmenté du montant des éventuels actes modificatifs.

En cas de dépassement des délais prescrits, outre l'application de pénalités de retard, le pouvoir adjudicateur pourra faire réaliser les prestations non exécutées aux frais et risques du titulaire.

Une prestation non conforme aux prescriptions du CCAP et du CCTP est assimilée à un retard et donne lieu à l'application des pénalités définies ci-dessus.

Article 6 Modalités d'exécution

6.1 Sous-traitance

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de ce marché.

6.2 Responsabilité sociétale

Si le titulaire est amené dans le cadre de l'exécution du présent marché public à récolter ou traiter des données personnelles, il est considéré, en ce qui concerne les obligations liées à la protection desdites données.

En conséquence, le titulaire s'engage à respecter la loi n°78-17 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée, le décret n°2018-687 du 1er août 2018 et notamment son article 110-2. Ainsi, il justifiera de sa conformité au Règlement Européen sur la Protection des Données.

Les éléments suivants peuvent appuyer cette justification :

- Coordonnées du DPO du pétitionnaire ;
- Procédure d'accès et de rectification des données personnelles ;
- Délai de conservation de celles-ci et destruction après délai ;
- Mesures de sécurité logiques et matérielles mises en place afin de conserver leur intégrité et leur confidentialité ;
- Domiciliation physique des serveurs de traitement ;
- Le cas échéant, rapport de PIA
- Engagement à la non-transmission à un tiers des données transmises lors de l'étude

6.3 Assurance

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier d'une assurance de responsabilité civile professionnelle.

Le titulaire devra notamment fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'objet du marché.

Il devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire si celle existante n'est pas considérée comme suffisante par le pouvoir adjudicateur.

Le défaut d'assurance entraîne la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire.

6.4 Clause environnementale

Le titulaire devra mettre en oeuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter les objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations. Cela passera par :

- la remise des rendus au format numérique et non pas au format papier.
- la justification des moyens de transports envisagés pour se rendre aux réunions et aux visites de terrain.
- la justification de sa politique de déplacements en proposant une organisation permettant l'optimisation des déplacements.

Les emballages et autres déchets produits lors de l'étude restent la propriété du titulaire qui en assurera l'évacuation et leur recyclage à ses frais.

6.5 Clause sociale

Conformément à l'article 6 du CCAG, le titulaire ainsi que son ou ses fournisseur(s) s'assurent du respect de la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'oeuvre et des conditions de travail décrites dans les huit conventions fondamentales de l'OIT (travail des enfants, âge minimum, travail forcé, etc ...). Il doit être en mesure de justifier du respect de ces obligations, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur. Les modalités d'application de ces textes sont prévues par le CCAP ou tout autre document qui en tient lieu. En cas d'évolution de la réglementation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par l'acheteur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

Article 7 Fourniture des résultats

7.1 Propriété intellectuelle

L'article 35 du CCAG s'applique.

7.2 Droit d'utilisation sur les résultats

Le pouvoir adjudicateur sera seul propriétaire à titre exclusif des résultats et en aura l'entière disposition à titre permanent et dans le monde entier sans que le titulaire puisse se prévaloir d'une quelconque indemnité. Seul le modèle sera cédé à titre non exclusif.

Les résultats pourront être utilisés par les services de l'État et les collectivités territoriales du périmètre concerné dans le cadre d'autres études qui permettraient de mieux connaître le fonctionnement du bassin versant ou de l'aménager.

La cession des droits porte sur tous les résultats de la prestation, notamment :

- les rapports intermédiaires et finaux,
- les documents de communication et diaporamas ;
- les données acquises dans le cadre de la prestation, données brutes et élaborées ;
- les données géographiques, les documents graphiques et cartographiques.

Les droits concédés par le titulaire comprennent au sens large :

- les droits de reproduction, en autant d'exemplaires que nécessaire, par tous moyens, sur supports de toute nature, connus actuellement ou non connus, les droits de représentation par tous procédés y compris par voie hertzienne, câble, satellite....
- les droits de faire évoluer les résultats de l'étude de l'étude, par tout tiers de son choix ;
- les droits d'adaptation, de correction, de simplification, d'adjonction, d'intégration à d'autres études préexistantes ou à venir ou à créer, de transcription dans d'autres langages informatiques ou langue ou à partir de création d'œuvres dérivées tant par la DDT ou par une collectivité territoriale que par un intervenant extérieur ;
- les droits exclusifs de représentation et publication auprès des tiers,
- les droits de mise à disposition des résultats de l'étude et de ses dérivés (dossiers d'étude, rapports, données, logiciels et tout renseignement provenant de l'exécution du marché....) sous une forme quelconque à titre gratuit ou onéreux.

Conformément à l'article 35 du CCAG PI, le titulaire concède au pouvoir adjudicateur le droit d'utiliser ou de faire utiliser le logiciel standard et la documentation y afférente pour les besoins découlant de l'objet du marché. Ces droits sont concédés pour l'Europe et pour la durée du marché. De plus, le titulaire du marché autorise le pouvoir adjudicateur à extraire et exploiter librement les bases de données incluses, le cas échéant, dans les

résultats, notamment en vue de la mise à disposition des informations publiques à des fins de réutilisation à titre gratuit ou onéreux.

Le modèle pourra être ré-utilisé indépendamment par le titulaire et le pouvoir adjudicateur, ainsi que toutes entités désignées par l'un ou l'autre.

La diffusion des résultats de l'étude par le titulaire est interdite sans l'accord de la DDT.

Article 8 Résiliations

8.1 Résiliation

Conformément à l'article 39 du CCAG prestations intellectuelles, le marché pourra être résilié pour faute du titulaire et à ses frais et risques sans que celui-ci ne puisse prétendre à indemnité.

Il appartient au titulaire dont le marché est résilié à ses frais et risques de se tenir informé des suites données à la résiliation et de solliciter le pouvoir adjudicateur par écrit afin qu'il lui adresse les principaux éléments concernant le marché nouvellement attribué dans les conditions prévues par la loi sur l'accès aux documents administratifs.

8.2 Arrêt de l'exécution de la prestation

Conformément à l'article 22 du CCAG prestations intellectuelles, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des phases techniques ou éléments de mission.

Article 9 Acceptation du CCAP

La participation à la présente consultation emporte pour le candidat l'acceptation sans réserve d'aucune sorte du présent CCAP.